

2022 ou l'année où l'espoir d'un renouveau de la démocratie parlementaire a fait place à une immense déception



Le spectacle donné par la scène politique est hélas toujours aussi affligeant.

Avec Maxime Tandonnet

En France, les élections n'apportent pas toujours que des mauvaises nouvelles et il arrive même que leurs résultats coïncident avec l'attente des Français. Ainsi, 71% des Français se sont déclarés satisfaits de l'absence de majorité absolue selon un sondage (Elabe) à l'issue des législatives des 12 et 19 juin 2022 qui suivaient la réélection du président Macron. Ensemble, la coalition de la majorité présidentielles avec 245 sièges, était loin de la majorité absolue de 289 sièges, devant la gauche Nupes (131), le Rassemblement national (89), et les Républicains (61).

Ce résultat, malgré un abstentionnisme record (taux de participation de 46%) fut généralement ressenti comme apportant une bouffée d'oxygène démocratique au pays. Il mettait fin, selon un sentiment largement partagé, à une gouvernance du pays marquée par une forme

d'autocratie. Les années 2020 et 2021 ont en effet donné lieu à une gestion de la crise sanitaire marquée par un Absurdistan arbitraire : crise des masques, état d'urgence affaiblissant le Parlement dans son pouvoir de contrôle, succession des confinements et couvre-feux, laisser-passer bureaucratiques et contrôles policiers, passe vaccinal sans le moindre intérêt sanitaire, destiné à « emmerder les non vaccinés ».

L'absence de majorité absolue semblait ainsi ouvrir la voie à un renouveau de la démocratie et des libertés, l'atténuation de la verticalité du pouvoir, une gouvernance plus respectueuse du dialogue et des principes démocratiques. Les législatives apportaient ainsi l'espoir d'un régime politique réhabilitant même partiellement la démocratie parlementaire.

Six mois après, la déception est immense.

2022 ne sera donc pas l'année du retour d'une démocratie pluraliste en France. Certes, l'attention médiatique s'est légèrement déplacée de l'Elysée vers le Palais Bourbon. Mais le spectacle donné par la scène politique est hélas toujours aussi affligeant.

L'usage massif de l'article 49-3, parfaitement banalisé – à 10 reprises – permet à l'exécutif de faire adopter la loi de finances et de financement de la sécurité sociale sans vote des parlementaires. Dans le contexte d'une assemblée nationale dominée par des forces politiques radicalisées qui se haïssent et excluent de voter ensemble (Nupes et RN), la perspective d'une mise en jeu de la responsabilité gouvernementale par une motion de censure est quasiment exclue. Même pour une mesure de simple bon sens comme la réintégration des soignants non vaccinés – alors qu'il est acquis que le vaccin n'empêche pas la transmission du covid 19 – la logique de l'anathème l'emporte sur toute considération de bien commun.

L'Assemblée donne aux Français un triste spectacle dominé par la fureur hystérique et les insultes par exemple lors de l'affaire de l'Océan Viking entre Nupes et RN. Au fond, le cinéma haineux donné par les députés se présente comme le miroir inversé du narcissisme jupitérien. Mais on ne sort pas de la même logique, la fuite du politique dans les gesticulations et la logorrhée – c'est-à-dire le spectacle – au détriment de l'action au service du pays... Toute cela se déroule sur fond de rumeurs concernant un ralliement de certains élus Républicains à la majorité présidentielle. Ainsi, sur les cris hystériques se greffent des gargouillements de magouilles politiciennes ...

Le spectacle a quelque peu changé mais rien ne permet d'envisager un changement politique au sens noble de la recherche du bien commun. Rien ne semble devoir changer au regard du désastre français (explosion de la dette publique, de la violence, de la pauvreté, effondrement scolaire, sanitaire, industriel, perte de la maîtrise des frontières, etc). Bref, l'espoir né d'un rééquilibrage du régime politique a déjà fait long feu... Certes une dose de parlementarisme est venue atténuer le caractère autocratique du régime. Mais la tragédie reste strictement la même : la politique française poursuit son naufrage dans le grand-Guignol (le grand-Guignol parlementaire faisant écho au grand-Guignol élyséen) au détriment du bien commun de la Nation. A ce rythme, l'écœurement des Français envers la politique, leur crise de défiance envers la démocratie et l'abstentionnisme massif ne pourront que s'accroître. Un seul grand vainqueur à tout cela : la désespérance politique.